



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIR-ET-CHER

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°41-2020-03-007

PUBLIÉ LE 15 MARS 2020

# Sommaire

## **PREF 41**

41-2020-03-15-001 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL relatif aux mesures concernant les établissements recevant du public indispensables à la continuité de vie de la nation et prises dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid -19 dans le département de Loir-et-Cher (2 pages)

Page 3

PREF 41

41-2020-03-15-001

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

relatif aux mesures concernant les établissements recevant du public indispensables à la continuité de vie de la nation et prises dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid -19 dans le département de Loir-et-Cher



PRÉFECTURE DE LOIR-ET-CHER  
DIRECTION DES SÉCURITÉS  
BUREAU DE LA SÉCURITÉ CIVILE  
ET DE L'ORDRE PUBLIC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°**  
**relatif aux mesures concernant les établissements recevant du public indispensables à la**  
**continuité de vie de la nation et prises dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus**  
**covid -19 dans le département de Loir-et-Cher**

**Le Préfet,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code pénal,

**VU** le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-1 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Monsieur Yves ROUSSET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

**VU** le décret n° 2020-249 du 14 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés ;

**VU** l'arrêté du ministre des solidarités et de la santé en date du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 ;

**CONSIDÉRANT** que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus covid-19 ;

**CONSIDÉRANT** que par arrêté du 14 mars 2020, pris sur le fondement de l'article L. 3131-1 du code de la santé publique, le ministre des solidarités et de la santé a interdit l'accueil de public, jusqu'au 15 avril 2020 et sur l'ensemble du territoire national, aux établissements relevant des catégories L, M, N, P, S, T, X et Y, dès lors qu'ils ne sont pas indispensables à la continuité de la vie de la Nation ;

**CONSIDÉRANT** l'article L.3131-1 du code de la santé publique et notamment que le représentant de l'État dans le département définit des activités indispensables à la continuité de la vie de la Nation pouvant être maintenues à titre dérogatoire, par des mesures réglementaires ou individuelles, sauf lorsque les circonstances locales s'y opposent;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il convient de définir, dans chaque département, une liste limitative des commerces et activités qui demeurent autorisés car considérés comme indispensables à la continuité de la vie de la Nation ;

**SUR** proposition de Madame la directrice de cabinet du Préfet de Loir-et-Cher ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est autorisée, à titre dérogatoire, jusqu'au 15 avril 2020, l'ouverture des établissements du type « M », magasins de vente, centres commerciaux, indispensables à la vie de la Nation tels que les commerces alimentaires, pharmacies, banques, stations-services ou distribution de la presse.

Sont considérés, par le présent arrêté, comme commerce alimentaire, les établissements procédant à la vente de produits d'hygiène et d'alimentation à destination humaine et animale.

Pour les magasins de type « M », proposant une multi-gamme de produits, seuls les produits mentionnés à l'alinéa précédent pourront être vendus.

**Article 2** : Sous réserve du respect des dispositions de l'article 1er, l'ouverture de ces commerces est autorisée à titre dérogatoire à condition que l'affichage, la bonne prise en compte et la mise en œuvre de mesures de prévention liées aux mesures barrières, tenant à limiter la propagation du virus, soient mises en œuvre par l'exploitant ou l'organisateur concerné.

**Article 3** : La sous-préfète, directrice de cabinet du Préfet, le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfètes d'arrondissement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de sécurité publique, les chefs de services de l'État concernés, les maires des communes du département de Loir-et-Cher, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher et dont un exemplaire sera transmis, sans délai, au procureur de la République de Blois.

Blois, le 15 mars 2020

Le Préfet,



Yves ROUSSET

Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, faire l'objet :

- d'un recours gracieux en adressant une demande argumentée au préfet de Loir-et-Cher ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur (Place Beauvau 75008 Paris) ;
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans Cedex).
- Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécoeurs accessible par le site internet : [www.telerecoeurs.fr](http://www.telerecoeurs.fr)